

Tricherie électorale sur fond de mystification covidique

[Élections américaines : un trucage soigneusement élaboré, impossible sans la manipulation mentale covidique. Les preuves par la statistique.]

Par Sébastien Renault

Sommaire : Trucage à tous les étages - Données statistiques et tromperie covidique : retour sur quelques fondamentaux - Une conspiration électorale « sans fondement » ? - Des fraudes mathématiquement impossibles à camoufler - Conclusion : le candidat de l'empire bancaire et de l'avortement « constitutionnel »

“No amount of evidence will ever persuade an idiot.” (Mark Twain) [1]

“Men, it has been well said, think in herds; it will be seen that they go mad in herds, while they only recover their senses slowly, and one by one.” (Charles Mackay) [2]

Trucage à tous les étages

Tous ceux qui ont des yeux pour voir et qui parviennent encore à s'extirper de la sujétion mentale au mensonge médiatique universel ont bien compris que les élections américaines ont manifestement été volées. Les procédures judiciaires visant à le prouver ne font que commencer. Quelques membres de choix de l'équipe de représentation légale du président Donald Trump ont convoqué une conférence de presse ce 19 novembre dernier à Washington [3]. Ils y ont donné un clair aperçu général de l'étendue des preuves judiciaires sur lesquelles repose la défense du camp trumpiste. Ce sont ces preuves judiciaires qui, en dernier lieu, devront être présentées en détail afin de faire la lumière sur les activités frauduleuses impliquées dans le cadre des dernières élections présidentielles américaines.

Cette grande opération de tricherie électorale en faveur du parti des démocrates a principalement été perpétrée par l'utilisation de systèmes de vote électronique conçus et mis en œuvre par des multinationales « impartiales », telles que « Dominion » [4] et « Smartmatic » (un sous-traitant étranger de Dominion et prôneur de la « cause » du groupe terroriste d'extrême gauche ANTIFA). On parle en outre de « Hammer & Scorecard » [5], une autre application logicielle de cyberguerre utilisée pour intercepter d'abord les transferts de votes électroniques, puis les modifier en temps réels en faveur de tel ou tel candidat. Ce qui est ici à priori curieux, c'est que ce type de logiciel ressort d'une technologie de surveillance en usage dans le cadre d'opérations menées exclusivement par les agences d'intelligence étasuniennes (en premier lieu la NSA et la CIA [6]). Il semblerait donc que certaines instances démocrates ont à la fois accès à de tels outils hautement spécialisés et qu'ils sont encore en mesure de pouvoir les mettre en œuvre de sorte d'orchestrer, sans entraves, un détournement électorale d'envergure sans précédent.

La supercherie covidique de la peur et de la tyrannie sanitaire manipulatoire n'a été qu'un prétexte pour justifier ce crime contre l'idole occidentale par excellence, à savoir la démocratie (par ceux-là même qui ont passé ces quatre dernières années à présenter Donald Trump comme « une menace existentielle pour la démocratie »). Effectivement, sous couvert de COVID-19, les tricheurs démocrates sont d'abord parvenus à modifier la nature du processus électoral américain en le recentrant sur le vote par correspondance. Puis à tirer un profit maximum du principal logiciel électoral (Smartmatic) utilisé dans de nombreux États [7] pour modifier les votes de manière algorithmique [8]. Sans parler des nombreux bulletins de vote frauduleux, fabriqués ou déposés par des électeurs non éligibles ou décédés... Une entreprise de fraude électorale à grande échelle, attestée, confirmée, et dont il faut espérer qu'elle sera finalement inversée, moyennant les procédures de litiges nécessaires et la médiation décisionnelle de la Cour suprême des États-Unis. Les éléments particulièrement incriminants de la cyber-enquête en cours et des affidavits assermentés de nombreux témoins d'activités électorales délictueuses pour le compte du camp Biden ne laisseront aucun doute planer, à condition que les tribunaux américains puissent faire leur travail, sans interférence politico-financière (ce qui reste évidemment une hypothèse forte), sans pressions ni menaces de répercussion par la violence organisée (avec les dollars de messieurs Soros et consorts).

Souvenons-nous d'abord, à l'encontre des colporteurs journalistiques de fausses nouvelles, que ces dernières élections américaines en date se sont tenues dans la continuité de multiples opérations menées par « l'État profond » au cours du premier mandat de Donald Trump, canulars successifs visant à réduire à néant les résultats de l'élection de 2016 : canular de l'interférence russe fondé sur le faux dossier dit « Steele Dossier » payé par Hillary Clinton et la DNC ; canular sans le moindre résultat de la commission d'enquête dite « Mueller Investigation » et de sa cabale d'avocats démocrates patentés ; canular de la destitution du président sous prétexte de *quid pro quo* sans précat et d' « obstruction à la justice », fabriquée de toutes pièces par les anti-trumpistes acharnés ; le tout, enfin, suivi du canular covidique chinois signé et approuvé par les forces de la gouvernance mondiale œuvrant de concert au formatage et au contrôle global de la société par la mise en place d'une « Grande Réinitialisation » (pour mieux comprendre les acteurs et les ramifications de cette « Grande Réinitialisation » criminelle, voir d'urgence [le magistral documentaire intitulé « Hold-up »](#)).

La crise sanitaire covidique comme le coup d'État orchestré aux États-Unis participent tous deux d'un seul et même projet, à savoir la transformation de la société en une infâme dictature globalisée. La contrevérité covidique sert depuis des mois à faire participer les peuples du monde à leur propre servitude volontaire, au nom de principes « sanitaires » complètement irrationnels. Le déni de démocratie en Amérique « démocrate » sert quant à lui de vecteur d'un plan directeur de dominance complète sur le monde.

Il s'agit d'un programme subtilement dystopique de mise au pas globale de la société démoralisée et stupéfiée, moyennant la transformation de la perception de la réalité par une ingénierie socio-mentale de la peur, par l'induction d'un virus intellectuel de résistance aux faits du réel (et, simultanément, d'anti-résistance à la propagande ambiante), et finalement par la promotion d'une nouvelle « réalité » de substitution—notre nouvelle prison technocratique et sécuritaire (confort

sans pareil d'une servitude confinée dans l'univers virtuel du google-isme idiocratique [9]). Le résultat pratique tangible et par trop réel est bien sûr le suivant : nous sommes dépouillés de nos droits fondamentaux d'êtres rationnels et déshumanisés par le port du masque de la conformité sans visage. Et tout cela pour nous garder d'un des virus les moins meurtriers que l'humanité ait jamais eu à affronter... Nous sommes donc devenus fous, machinalement antilogiques et honteusement soumis à nos maîtres à penser. Parce que les représentants du gouvernement nous le demandent, nous nous conformons et nous obéissons, comme des moutons sans cervelle, comme des cobayes, selon des décisions prises dans le secret par quelques milliardaires sans foi ni loi...

C'est ainsi qu'opèrent ces élites « libérales » en ces temps covidiques de la déraison normalisée : il leur suffit d'instrumentaliser la peur de l'isolement social (qu'ils promeuvent pourtant à tous crins) pour démanteler et assujettir les forces de l'insubordination, et finalement imposer leur vision d'un monde masqué et pétrissable à souhait.

Mais il fallait encore avoir le soutien d'un gouvernement étasunien illégitime, tricheur et vicié jusqu'à la moelle, car nul autre ne saurait mieux représenter le modèle achevé de ce grand spectacle mystificateur, escroquerie par excellence, qu'on appelle « démocratie ». Ils avaient besoin d'un personnage décrépit, d'une vile créature dépourvue de toute substance, de tout charisme et de toute stature morale. Ils avaient donc besoin du traître Joe Biden assisté de sa prostituée politique, Kamala Harris, Jézabel mégalomane et entièrement dévolue au nouvel ordre mondial identitaire de la « justice sociale » libérale-libertaire.

D'où ce coup d'État ploutocrate de novembre 2020... La dictature et la globalisation libérales, sous couvert de santé (de nouvel ordre covidique) et d'humanisme sans frontières (d'antiracisme BLM-iste), devaient enfin recouvrer leurs « droits sacrés » par l'illusion toujours tenace de la démocratie électoraliste ; et, par-là même, évincer la disruption « antiprogressiste » du populisme trumpiste, épine coriace dans le côté de la gouvernance mondialiste. L'hubris de la domination économique (bancaire) et idéologique (socio-sexuelle) d'un tel système ne pouvait prendre le risque de laisser de nouveau l'ancien tycoon newyorkais incontrôlable déjouer les projets cabalistiques des élites antidémocratiques du monde prétendument libre. La grande triche était donc de mise, de peur de renouveler l'échec de novembre 2016...

Données statistiques et tromperie covidique : retour sur quelques fondamentaux

La gauche américaine radicale veut la soumission de ses ennemis politiques, tout en prétendant chercher à « faire l'unité » en vue de « guérir le pays ». Son complexe sotériologique, dans l'ordre politico-sanitaire, s'appuie en premier lieu sur la contrevérité du grand phénomène covidique, laquelle a pu se construire et se maintenir au gré d'un battage propagandiste incessant de la part des médias globaux, en dépit des données estimatives les plus récentes des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (ou, selon l'acronyme anglais, CDC) [10]. Celles-ci indiquent que le taux de mortalité par infection (TMI)—ou taux de mortalité prenant en compte tous les individus, asymptomatiques et symptomatiques, identifiés comme « infectés »—est inférieur au taux de mortalité de la grippe saisonnière. De fait, si l'on exclut le taux de mortalité chez les personnes âgées, ce taux de mortalité en Amérique tombe à moins de 0,18 %... Il est encore et surtout

nettement inférieur aux estimations comparatives du taux de mortalité aux échelles nationales et internationale avant l'intensification des confinements criminels, lesquels s'appuient sur l'hypothèse que tous les décès liés à la COVID-19 sont identifiés et confirmés comme tels. Ce qui n'est évidemment pas une hypothèse vérifiable.

D'où les données rétro-calculées suivantes, par tranches d'âge, quant aux taux de survie à partir des estimations du taux de mortalité par infection des CDC début septembre 2020 (NB : le taux truqué de positivité depuis la fin septembre 2020 n'affecte pas la réalité du taux de survie sur l'ensemble statistique de la population américaine) :

- 0-19 ans : 0,003 %
- 20-49 ans : 0,02 %
- 50-69 ans : 0,5 %
- 70 ans ou plus : 5,4 %

Pour les personnes de 69 ans ou moins, le taux de survie se situe donc, en Amérique, entre 99,5 % et 99,8 %. Pour celles de 70 ans ou plus, il est estimé par les CDC aux alentours de 95 %...

L'avènement annuel de l'automne (et prochainement de l'hiver) fait que nous traversons bien, depuis quelques semaines déjà, une intensification saisonnière, en cela tout-à-fait naturelle. Le mécanisme de transmission des maladies respiratoires virales par aérosols s'accorde naturellement avec le fait qu'à l'automne et en hiver, pour des raisons de variation du facteur d'humidité atmosphérique (en l'occurrence, de sécheresse de l'air), la distribution et le temps de séjour des particules d'aérosol vont agir directement sur le phénomène de variation saisonnière positive du nombre d'infections et de décès des suites de maladies respiratoires virales (pneumonie, grippe, COVID-19,...). Rien à voir avec l'émergence d'une « deuxième vague » (expression médiatique sans fondement scientifique).

Ce que l'on voit très bien, conformément à ce que nous répètent les colporteurs de « nouvelles » jour après jour, c'est que nous assistons en ce moment à un décuplement du nombre de tests positifs. D'où, en toute logique, l'augmentation du « taux de positivité ». Mais la vraie question, la seule qui ait du sens et quelque importance réelle en cours de crise sanitaire « sans précédent », est la suivante : où sont les explosions de la mortalité ?

En réalité, l'explosion des tests positifs à travers le monde (notamment en France et aux États-Unis) ne se traduit pas du tout par une explosion de la mortalité. Le contraire est vrai. On ne meurt presque pas de la COVID-19, encore moins aujourd'hui qu'il y a quelques mois. Les personnes dont le décès est associé de quelque manière à la COVID-19 supposent, en général, une condition préexistante sérieuse, donc un facteur *irréductible* de comorbidité que les modèles estimatifs tant soit peu sérieux ne peuvent se contenter de simplement marginaliser. **La recrudescence des tests positifs ne signifie donc aucunement celle de la mortalité. Ces deux relations sont en fait aujourd'hui dans un rapport statistiquement inversé.**

De plus, les fameux tests PCR ne sont pas conçus à des fins de diagnostic. Très sensibles (à raison d'environ 30 fois le calibrage standard de détection micro-organique), les tests PCR covidiques

défectent les moindres fragments d'ARN viral errant (quel que soit leur origination première), sans la moindre indication réelle quant à l'état de santé et/ou de contagiosité des personnes testées. Ils ne sont en fin de compte utiles que dans la mesure où ils peuvent donner un prétexte aux représentants officiels de la santé pour identifier quelque chose d'« anormal » et par conséquent de promouvoir la convergence manipulatoire de l'augmentation covidique ou non-covidique du taux de positivité (donnée directement proportionnelle au nombre de tests effectués) avec le taux de létalité chez les personnes infectées, ou pas, par la COVID-19 (selon des estimations truquées et amplifiées depuis le début de l'ère covidique).

Comme nous l'avons souligné en introduction de ce texte, nous avons affaire, nous le pauvre peuple de cobayes presque impuissants, à une grande entreprise de contrôle universel destiné à faire accepter le vaccin. Les élites technocrates avaient effectivement besoin d'une telle excuse pour mettre en œuvre et imposer les vaccins « sauveurs » du monde.

En attendant, les confinements (que l'OMS dénonce désormais !) détruisent des millions d'emplois et ne freinent nullement la diffusion du virus, comme on l'a vu partout en début d'année, à l'exception des quelques pays où ils n'ont pas été mis en œuvre (par exemple en Suède). Car la COVID se propage par l'entremise de minuscules particules d'aérosol en suspension dans le champ gravitationnel de la Terre et aléatoirement soumises à ce qu'on appelle le mouvement brownien. Ce pourquoi les fichus masques de notre déshumanisation organisée n'offrent aucune protection réelle, alors qu'ils le peuvent autrement contre la poussière, la pollution et les gouttelettes d'eau. Toute cette mascarade sanitaire sans queue ni tête ne fait que le jeu de nos raclures gouvernementales, qui elles-mêmes œuvrent à la solde d'une élite scélérate de milliardaires globalistes, icônes de l'accumulation matérielle outrancière, de l'usure institutionnelle et du satanisme hollywoodien.

Une conspiration électorale « sans fondement » ?

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'objectif premier de la conférence de presse convoquée à Washington le jeudi 19 novembre par les avocats de Donald Trump [11] était de fournir, en guise d'introduction, les éléments de preuve circonstancielle de l'étendue extraordinaire et multiforme de la tricherie aux dernières élections présidentielles [12]. Ils seront, dans un deuxième temps, proprement présentés au tribunal en vue d'obtenir le lancement d'une enquête criminelle à grande échelle et, en dernière instance, l'annulation de la « victoire » de Joe Biden.

Le trucage des élections n'est pas nouveau, en Amérique comme ailleurs. Le système électoral américain, en lui-même, garantit la fraude électorale—ce que garantit, plus fondamentalement, la vaste escroquerie du système « démocratique » électoraliste en tant que tel. Il ne s'agit donc pas ici de nous arrêter sur le fait commun de la tricherie électoraliste ayant de nouveau souillé la démocratie chez l'oncle Sam, comme si un tel système était la panacée qu'il n'est évidemment pas, ni aux Etats-Unis, ni ailleurs.

L'astuce manipulatoire des médias dominants consiste pour l'heure, comme de coutume, en leur exercice préféré de rabâchages assertifs sous forme d'arguments épouvantails : affirmer en

substance que « l'absence de confirmation » de preuve de fraude électorale par l'intermédiaire d'un tribunal, signifie que les allégations d'ingérence étrangère et de manigances politico-technologiques sans précédent sont effectivement « infondées »...

Un nombre déterminant de faits statistiques et d'incohérences diverses trahissent toutes sortes de falsifications, d'altérations, et d'afflux soudains de faux bulletins de vote en faveur du candidat démocrate qui a la faveur de Beijing et des élites mondialistes de l'empire techno-marchand.

Des fraudes mathématiquement impossibles à camoufler

Mathématiquement, les falsifications impliquées par le résultat officiel de la « victoire » électorale de Biden ne sont guère difficiles à observer. À la lumière d'un examen relativement élémentaire du phénomène statistique au sein duquel les nombres se produisant naturellement dans une grande population de données sont distribués selon une fréquence *logarithmique*, l'effort frénétique des tricheurs pour produire « magiquement » des votes pour Biden aux dépens de Trump dans les États clés [13] ne fait aucun doute. Une telle distribution de nature logarithmique, dite de Benford (selon la loi expérimentale de distribution de fréquences dans une suite numérique encore connue sous le nom de loi de Newcomb-Benford), permet notamment d'illustrer la coïncidence des fréquences observées et prévisibles d'une série de données numériques aléatoires suffisamment étalées et uniformes, pour identifier facilement la signature contre-logarithmique d'une activité humaine frauduleuse indéniable—comme c'est en fait le cas pour ce qui est soudainement arrivé à la courbe de Biden au petit matin du 4 novembre...

En d'autres termes, la loi logarithmique dite de Newcomb-Benford, qui régit le phénomène de probabilité d'apparition des premiers chiffres d'une série étendue et régulière de nombres, est appliquée ici aux données numériques de l'élection présidentielle étasunienne de 2020, en vue d'établir si les nombres composant la série en question sont effectivement le fait d'une distribution naturelle ou plutôt celui d'une distribution manuellement fabriquée (ce qui constituerait une indication statistique particulièrement crédible de conspiration intentionnelle visant à altérer les résultats de l'élection présidentielle en question).

Or, les résultats produits en faveur de Joe Biden (par l'entremise des machines de vote du groupe Dominion équipées du logiciel Smartmatic) ne sont pas crédibles à l'aune de la science statistique—en particulier à l'aune de la distribution de fréquence logarithmique des premiers chiffres de l'ensembles des données numériques relatives au décompte de ses votes dans les États clés disputés au-delà du soir des élections (au-delà du 3 novembre 2020).

Revenons maintenant sur les grandes étapes de cette étrange saga arithmétique de la dernière nuit électorale aux États-Unis, pour mettre en évidence les principales données de l'opération globale aboutissant aux résultats revendiqués (avec le plus grand empressement !) par le camp Biden, déclaré « vainqueur » par tous les médias globaux—comme si les médias, au lieu de l'électorat américain proprement dit, étaient les garants d'une telle décision.

En Géorgie, dans le Michigan, le Wisconsin et en Pennsylvanie, Trump possédait **une avance statistiquement insurmontable** la nuit des élections (quand bien même le sabotage de son avance

dans l'Arizona avait déjà été rendu manifeste un peu plus tôt dans la soirée du 3 novembre par l'entremise rusée de la chaîne « conservatrice » Fox News), se dirigeant ainsi vers une victoire relativement aisée au Collège électoral. Puis, sans explication statistiquement compréhensible, la donne a commencé à changer, comme par enchantement... Les tartuffes médiatiques, de mèche avec les instances organisatrices de la grande tricherie électorale covidique sur le point de se concrétiser en faveur de Biden, fournirent d'une seule voix l'« explication » censée clore le débat et les éventuelles suspicions d'observateurs avertis : l'affluence (bideniste) retardataire des bulletins de vote par correspondance (bénédiction de la COVID-19) ! Curieusement cependant, la chose ne s'est pas produite au Texas, en Floride et dans l'Ohio... **Le dépouillement des bulletins de vote par correspondance dans ces États n'a jamais contribué à réduire de manière significative l'avance du président américain au fur et à mesure que la nuit avançait** (ce qui se vérifie notamment à la lumière de la situation dans de nombreux districts floridiens, où Trump compte de nombreux supporters, dont une grande quantité ont voté pour lui par courrier avant le jour des élections).

L'opération de suppléance illégale de votes s'est donc déroulée en deux temps principaux. De larges afflux de votes électroniques ont été introduits *ex nihilo* dans les systèmes de comptage en usage dans le Michigan, le Wisconsin, en Pennsylvanie et en Géorgie, ce qui a d'abord considérablement réduit l'avance que Trump y avait accumulé le soir des élections. D'autres ont simplement été transférés de Trump à Biden. À noter qu'il est impossible qu'un candidat x perde des votes sans autre explication et sans du même coup les suppléer à un candidat y . Cela ne peut se produire que si les votes sont transférés de x à y , par concours algorithmique intentionnel. Le transfert des votes de Trump à Biden est une caractéristique avérée du logiciel Smartmatic.

L'avocate Sidney Powell affirme par ailleurs, ce que corroborent des rapports officiels publiés à ce sujet, que le dépouillement des votes assuré par l'intermédiaire du groupe Smartmatic s'effectue outre-Atlantique, en Espagne et en Allemagne. Les résultats de ce dépouillement sont ensuite transférés vers les logiciels de gestion des élections en Amérique, qui finissent par les transmettre à diverses organisations et réseaux médiatiques, telles que CNN, Fox News, *The New York Times Company*, etc. Vous avez dit « louche » ?

Or cette manipulation électronique ne s'est pas avérée suffisante pour faire pencher la balance du côté de Biden. Le processus de comptage a donc été interrompu dans les six États aujourd'hui litigieux au milieu de la nuit du 3 au 4 novembre. Un grand nombre de bulletins défectueux, et en cela illégaux, ont ensuite été introduits de manière clandestine dans des milliers de centres électoraux, puis comptés illégalement dans des villes comme Atlanta, Detroit, Madison et Milwaukee, Pittsburgh et Philadelphie, bastions démocrates indécrottables. Ils ont commencé à arriver au petit matin du 4 novembre et continué d'affluer jusqu'à ce que Biden ait pris les devants pour ne plus les perdre, jusqu'à la déclaration médiatique de sa « victoire » putative le 7 novembre. Des déclarations sous serment de surveillants de scrutin, d'employés et d'autres témoins oculaires viennent certifier que de nombreux fonctionnaires démocrates ont pris sur eux-mêmes d'enfreindre sans vergogne les lois électorales étasuniennes les plus élémentaires [14]. Les preuves continuent de s'accumuler jour après jour, ainsi que les affidavits attestant des irrégularités à grande échelle ayant eu libre cours à tous les niveaux...

À ce stade de la procédure de contestation légale des résultats de l'élection présidentielle, le premier but des avocats du président Trump est d'interdire la certification des résultats enregistrés dans tous les États litigieux. Pour l'heure, les procès se déroulent en Pennsylvanie et dans le Michigan ; mais on s'attend à ce qu'ils se déroulent également dans d'autres États. Si les juges décidaient finalement d'arrêter la certification des résultats, il incomberait alors aux Assemblées législatives des États concernés de prendre le relai de l'arbitrage décisionnel. L'arbitrage final pourrait alors revenir à la Cour suprême des États-Unis.

Les votes par correspondance ont été la clé de la tricherie physique (sur papier) des orchestrateurs démocrates. La réforme covidique du mode électoral en 2020 a en effet permis de voir se multiplier un nombre potentiellement « illimité » de votes destinés à Biden, en particulier dans les districts démocrates où la surveillance et les contrôles d'identités n'existent, à dessein, quasiment pas. Ces mêmes districts, des milliers à travers les États-Unis, ont sans surprise été le théâtre d'un comptage prolongé pendant plusieurs jours et au cours desquels de grandes quantités de votes ont continué d'affluer, comme de nulle part... au profit de Joe Biden !

Ce qui explique bien sûr l'arrêt simultanés du décompte des votes pendant 3 heures (entre 1 h et 4 h du matin) dans tous les États stratégiques dans la nuit du 3 au 4 novembre. Ces fermetures sont survenues immédiatement après que Trump ait enregistré une avance implacable sur Biden entre minuit et 1 h du matin le 4 novembre. À la fin de ces fermetures, Biden était curieusement en hausse de plus que le nombre nécessaire pour surmonter son déficit quelques heures auparavant dans chaque État stratégiquement disputés.

Le soir des élections en Pennsylvanie, l'avance de Trump approchait les 700 000 voix avec 65 % des votes déjà pris en compte. Le soir du mercredi 4 novembre, et malgré la triche intense des premières heures de ce lendemain d'élection, Trump était toujours en tête d'environ 165 000 voix. Son avance finira par complètement disparaître trois jours plus tard [15]. Pour rappel, la Constitution américaine confère exclusivement à l'Assemblée législative le pouvoir de modifier les règles électorales. **Les procédures de vote et de dépouillement ont pourtant été modifiées à la dernière minute dans plusieurs États, dont la Pennsylvanie, par des bureaucrates non élus, sans l'autorisation de l'Assemblée législative. Cette violation de la législation pennsylvanienne (et par-là de la Constitution américaine) justifie, à elle seule, l'annulation de la certification des résultats revendiqués par le camp démocrate.**

Dans le Michigan, Trump affichait une avance de quelques 300 000 voix le soir du 3 novembre, avec 65 % des votes déjà pris en compte. Mais, sans explication statistique digne de ce nom, il « perdait » l'État dès le lendemain matin... Dans le Wisconsin, il menait par une marge approchant les 110 000 voix le soir des élections, avec près de 83 % des votes déjà pris en compte avant que ne sonnent les douze coups de minuit. Mais il « perdait » cet autre État clé, là aussi le jour suivant, sans explication statistique digne de ce nom.... En Géorgie, il affichait une avance de 120 000 voix avec 94 % des votes déjà pris en compte le soir des élections. Sans explication statistique cohérente, Biden prenait finalement les devants le vendredi 6 novembre... On peut donc se poser les deux questions suivantes :

1) Pourquoi le comptage a-t-il été soudainement et simultanément suspendu dans plusieurs États clés où Trump était en tête jusqu'à 23 h le 3 novembre ?

NB : cela ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire moderne du processus électoral américain. Ce qui se passe normalement, c'est que chaque État continue son décompte sans interruption au moins jusqu'au moment où le vainqueur présidentiel dans tel État est déterminé, sans risque d'erreur statistique projective.

2) Comment est-il possible que tous les nouveaux votes compilés à partir du 4 novembre au matin aient été attribués à Biden ?

La réponse ne tient pas du mystère. Les tricheurs démocrates ont d'abord interrompu le processus de dépouillement entre 1 h et 4 h du matin le 4 novembre pour pouvoir introduire suffisamment de votes préfabriqués et par-là démolir l'avance accumulée à la régulière par Trump le soir des élections. Ils ont ensuite fait traîner le processus de « comptage » postérieur jusqu'à ce qu'ils puissent finalement produire assez de bulletins de vote pour assurer la « victoire » de Biden, rendue officielle le samedi 7 novembre.

Encore une fois, la fraude électorale aux États-Unis n'est pas chose nouvelle. Pour autant, une opération d'une telle ampleur, simultanément orchestrée dans plusieurs États ciblés, est sans précédent. Le vote covidique par correspondance en a été le premier acte, en amont des activités frauduleuses des jours ayant *suivi* l'élection.

Le lecteur pourra consulter à profit cette excellente présentation récapitulant les chiffres factuels en jeu dans le coup d'État flagrant de fraude électorale étasunienne de 2020 :

[“Drop and Roll” – How The 2020 Election Was Stolen From Donald Trump](#)

Un effort criminel de coordination collective soigneusement planifié pour s'approprier la présidence américaine au nez et à la barbe de 73 millions d'électeurs américains...

Mais ils se sont fait prendre, comme l'attestent les données chiffrées irréfutables. La question demeure néanmoins : tout cela sera-t-il suffisamment mis en lumière et correctement plaidé pour que les coupables soient en fin de compte traduits en justice ? Nous pouvons certainement l'espérer et prier pour que ce soit le cas—malgré le fait, sans surprise, que tous ceux qui ont encore le courage de dire la vérité sont expulsés et bannis de toutes les plateformes de médias sociaux à un rythme plus rapide et plus impitoyable que jamais [16].

Il s'avère évident que toutes ces infractions ont été très soigneusement coordonnées et calculées à tous les niveaux. Rien n'a donc été laissé au hasard. Au contraire, les divers types de manipulation des votes semblent n'avoir eu lieu que dans un nombre précis d'États stratégiques. Le nombre de votes invalides qui ont été crédités à Biden dans ces États—comme ceux, valides, qui ont du même coup été dérobés à Trump—semble avoir été précisément calculé afin de garantir que chacun de ces États soit en fin de compte volé à Trump et que l'avance de Biden, aussi faible soit-elle au final, soit définitive. L'opération « triche 2020 » aux élections américaines a donc manifestement impliqué le concours d'un nombre important d'acteurs sciemment résolus à enfreindre la loi en vue d'obtenir le résultat électoral escompté, la « victoire »

du candidat Biden, qu'ils n'auraient nullement pu obtenir à la régulière—ce que tout le monde sait et comprend très bien.

Pour autant les démocrates et leurs médias, ainsi que leurs sympathisants dans le camp républicain, feignent de ne pas prendre au sérieux la grandissante contestation populiste qui s'élève en réponse à ces résultats officiels ; et traitent d'un revers de la main les très crédibles allégations de triche électorale hautement et soigneusement orchestrée. Pour eux, croire en une opération frauduleuse d'une telle envergure, quand bien même il serait possible d'en prouver scientifiquement la sinistre réalité, c'est adhérer à la « théorie du complot », chose exécrée par la bien-pensance dont ils sont l'incarnation même.

La substantiation par les *faits attestés* d'une « théorie du complot » électorale et post-électorale (visant à renverser une présidence et un gouvernement légitimes aux États-Unis) n'est pourtant pas une nouveauté du débat public étasunien. Il suffit de revenir sur les manigances incontestables ayant finalement donné lieu à l'« Obamagate », complot par trop réel qui a vu le président Obama, la candidate Clinton à sa succession escomptée, le vice-président Biden et les plus hauts responsables du département de la Justice des États-Unis (y compris l'ancien chef du FBI, James Comey) et de la CIA tramer une véritable conjuration anti-Trump en vue d'« affilier » sa campagne de 2016 (et plus tard tous les hauts membres de son administration) à la Russie de Poutine... C'est dire si les instances véreuses qui ont tramé et exécuté le putsch électoral de 2020 sont bel et bien issues du même marécage politico-financier, entretenu par lobbyistes et journalistes, que les instigateurs du canular de la collusion russe il y a 4 ans. À l'Ouest, rien de nouveau...

Conclusion : le candidat de l'empire bancaire et de l'avortement « constitutionnel »

Biden, le candidat de Wall Street et du Forum Économique Mondial, ne peut que rendre son âme aux forces matérialistes de l'hubris libertaire et mammoniste qui ont rendu son « élection » frauduleuse possible. Dévolu à la cause financière et moralement abjecte de l'industrie de l'avortement, il entend abolir les restrictions trumpiennes imposées au programme de subventions fédérales destinées au financement des services de « planification familiale » (programme connu sous le nom de *Title X*)—par financement des services de « planification familiale », veuillez bien sûr entendre ce qui suit : financement des « services » d'éradication volontaire d'un enfant à naître par avortement.

Dans le monde de dé-responsabilité revendicatrice (d'infantilisme moral) et de crétinisation libérale sanctionnées par un mandat présidentiel bideniste, monde du communautarisme identitaire (LGBTQ-iste et ethnocentré) et de l'ultra-libéralisme mondialisé (élitisme financier oblige), l'avortement intégral (tout au long des 9 mois, et même jusqu'au-delà de la naissance) comme l'insurmontable infertilité homosexuiste ne peuvent en définitive se distinguer de l'ordre économique spéculateur qu'impose le régime contrenature de l'usure bancaire « toute puissante » (quoi qu'*impuissante*, en réalité, au sens d'*infertile* ; d'où l'inhérente contradiction de ce type de société aussi peu *libérale* que *fertile*).

L'infertilité bideniste, sur fond de mystification covidique, tel est l'atroce programme auquel les maîtres du monde ont résolu aujourd'hui de réduire l'Amérique étasunienne, et à travers elle le monde entier, pour la soumettre une fois pour toute au totalitarisme libéraliste—et aujourd'hui « sanitariste ».

Il est à propos, en terminant, de souligner que Biden se déclare non seulement « président désigné » des États-Unis, mais encore, plus hardiment, « catholique pratiquant »... Mais l'obligation incombe à tout catholique, comme à toute personne de bonne volonté, de lutter contre le massacre des innocents, donc de protéger la vie des enfants à naître contre le crime aussi inconcevable qu'injustifiable de l'avortement (y compris par la manière dont nous votons). Un catholique qui voterait sciemment en faveur de politiciens véreux et voués à la protection du prétendu « droit » à l'avortement commettrait objectivement un péché mortel.

Il faudrait le rappeler aux gens, plutôt que de leur mentir en les confortant dans leurs erreurs et leurs péchés [17]. Car, comme saint Thomas d'Aquin (1225-1274) nous le rappelle : « Le plus grand acte de bienveillance que l'on puisse exercer envers quelque homme consiste à le conduire de l'erreur à la vérité. »

Notes

[1] « Aucune preuve ne persuadera jamais un idiot. »

[2] « Les hommes, on l'a bien dit, pensent en troupeaux ; on verra [également] qu'ils deviennent fous en troupeaux, alors qu'ils ne récupèrent leurs sens que lentement, et un par un. » Charles Mackay (1814-1889), poète et écrivain britannique, est l'auteur d'une célèbre étude de psychologie des foules intitulée *Extraordinary Popular Delusions and the Madness of Crowds* (1841).

[3] <https://www.youtube.com/watch?v=fT-udMDpCtU>.

[4] Zoomez [ici](#) pour consulter un diagramme illustrant le fonctionnement du logiciel Dominion de « triage » modificateur des votes.

[5] Hammer & Scorecard est un logiciel de sécurité NSA (faussement démystifié sur le net par les légions habituelles de « fact-checkers » sorosiens) capable de modifications algorithmiques ad hoc en vue de le rendre fonctionnel spécifiquement comme logiciel de vote. Lors des dernières élections outre-Atlantique, Hammer & Scorecard a été utilisé de cette manière pour assurer à Biden un avantage de vote allant jusqu'à lui fournir et garantir une marge de 3 % dans la plupart des États disputés. Triche à proportions sans pareilles...

[6] <https://www.armstrongeconomics.com/international-news/politics/the-cia-ability-to-hack-the-vote/>.

[7] Les machines à voter développées par Dominion sur la base du logiciel fournit par Smartmatic sont utilisées par plus de 2 000 juridictions dans quelques 30 États américains.

[8] Parmi d'autres, un exemple clé de fabrication soudaine de bulletins de vote pour Biden et de destruction pareillement instantanée de bulletins de vote pour Trump par le biais d'un logiciel de contrôle et de falsification des votes électroniques a eu lieu en Géorgie. Voir l'article suivant, faisant mention euphémique d'un « bug » pro-Biden : <https://www.realclearinvestigations.com/articles/2020/11/13/pro-biden-bug-also-suspected-in-georgias-vote-counting-software-125995.html>.

[9] <https://reseauinternational.net/google-isme-et-blm-isme/>.

[10] <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/hcp/planning-scenarios.html>.

[11] Comprenant principalement Rudy Giuliani, Sidney Powell, Jenna Ellis, Joe diGenova et Victoria Toensing.

[12] À compter du samedi 21 novembre 2020, le président du comité électoral fédéral, Trey Trainor, a confirmé que le président Trump et son équipe d'experts légaux avaient fourni des éléments de fraude électorale suffisamment crédibles pour être approuvés en conséquence par les tribunaux compétents : <https://americandigest.com/fec-chairman-confirms-trump-campaign-has-brought-credible-voter-fraud-allegations-to-the-courts/>.

[13] En Pennsylvanie, dans le Michigan, dans le Wisconsin, en Géorgie, en Arizona et dans le Nevada.

[14] Infractions qui constituent des crimes d'ordre *fédéral* objectivement gravissimes, commis contre la nation américaine.

[15] Les distributions disproportionnées de bulletins de vote dans de nombreuses circonscriptions électorales (ou comtés) donnent lieu à des rapports statistiquement aberrants, inexplicables sans afflux *ex nihilo* très intentionnels de faux bulletins électroniques et de papier. Une enquête fournissant des preuves statistiques particulièrement substantielles de tricherie électorale systématique dans le décompte des voix survenu à partir du mercredi 4 novembre 2020 au matin est actuellement en cours dans la circonscription pennsylvanienne de Montgomery (elle rassemble le troisième plus grand nombre de votes de toutes les circonscriptions pennsylvaniennes, l'État en totalisant 67). Pour plus de détails au plan strictement statistique, voici comment le logiciel de vote Dominion a réparti les votes (par transferts de fractions) dans les principales circonscriptions de l'État fondé par William Penn : https://www.youtube.com/watch?v=vOKFZeZ6y5g&feature=emb_title.

[16] Il est en effet interdit de dire la vérité, que ce soit sur le climat, sur l'imposture covidique, sur la corruption de la famille Biden et ses ramifications internationales, ou sur la conspiration criminelle derrière les résultats officiels des dernières élections étasuniennes.

[17] <https://plumenclume.org/blog/297-video-du-peche-et-du-desordre-sexuel-d-un-point-de-vue-clinique-et-factuel>.
